

PROJET DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

- *emeis*, société anonyme au capital de 1 614 400,50 euros, ayant son siège social 12, rue Jean Jaurès, 92813 Puteaux Cedex, immatriculée 401 251 566 RCS Nanterre, prise en la personne de son Directeur Général, Monsieur Laurent Guillot, lui-même représenté par Madame Bérengère Demoulin, Directeur Juridique Groupe, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « *emeis* » ou « société Absorbante »,
D'une part,

ET

- LA MAISON DE LUCILE, SARL au capital de 3 900 000 euros, ayant son siège social 12, rue Jean Jaurès, 92813 Puteaux Cedex, immatriculée 454 060 153 RCS Nanterre, prise en la personne de son Gérant, Monsieur Laurent Guillot, lui-même représenté par Madame Bérengère Demoulin, Directeur Juridique Groupe, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « LA MAISON DE LUCILE » ou « société Absorbée »,
D'autre part,

Il a été arrêté en vue de la fusion, sous le régime de l'article L.236-11 du Code de commerce, d'*emeis* et de LA MAISON DE LUCILE, par voie d'absorption de la seconde par la première, les conventions qui vont suivre réglant ladite fusion.

Préalablement auxdites conventions, il est exposé ce qui suit :

I - Caractéristiques de la société Absorbante

emeis a pour objet, ainsi qu'il résulte de l'article 2 de ses statuts :

« . La création, la réalisation, l'acquisition, la gestion et l'exploitation, directement ou indirectement, de tous établissements de soins, établissements médico-sociaux, établissements d'hébergement de tout type concernant les personnes âgées, établissements d'hébergement de tout type concernant les personnes handicapées sans limite d'âge ainsi que la fourniture de services de soins à domicile et de services d'aide à domicile ;
. L'assistance technique, commerciale, administrative et financière de toutes sociétés ayant une activité se rapportant directement ou indirectement aux activités énoncées ci-dessus ;
. L'achat, la souscription, la détention, la gestion, la cession ou l'apport d'actions ou autres valeurs mobilières dans toutes sociétés existantes ou à créer ainsi que la gestion de toutes participations financières ;
. L'octroi de toutes cautions ou garanties au profit de toute société de son Groupe ou dans le cadre de l'activité normale de toutes sociétés de son Groupe ;
. A titre accessoire, l'achat, la mise en valeur, l'échange et la vente après division et/ou travaux le cas échéant, de tout ensemble immobilier dont la Société est propriétaire ;
. Et plus généralement toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à ces activités ou à toutes activités similaires ou connexes, susceptibles d'en faciliter le développement. »

La durée de la Société expire le 8 juin 2094.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et expire le 31 décembre de la même année.

Les Commissaires aux comptes de la Société sont Forvis Mazars SA, Saint-Honoré Bk&A et Deloitte & Associés.

Le capital s'élève actuellement à 1 614 400,50 euros. Il est divisé en 161 440 050 actions de 0,01 euros chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

II - Caractéristiques de la société Absorbée

LA MAISON DE LUCILE a pour objet, ainsi qu'il résulte de l'article 3 de ses statuts :

« . La prestation et la fourniture de tous services complémentaires au fonctionnement d'immeubles résidentiels tels que la réception de clientèle, la restauration ; le nettoyage des locaux, etc ... et notamment la prestation de tous services spécifiques rentrant dans le cadre d'un établissement médico-social pour personnes âgées ;

. L'exploitation, la gestion, et l'administration d'immeubles résidentiels, régis par la loi sur la copropriété ou non et destinés à l'habitation principale ou secondaire, et pour ce faire, l'achat, la prise à bail et l'offre à la location de tous droits et biens immobiliers. »

La durée de la société expire le 4 mai 2103.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

La Société n'est pas dotée d'un Commissaire aux comptes.

Le capital s'élève actuellement à 3 900 000 euros. Il est divisé en 7 500 parts de 520 euros chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

III - Liens capitalistiques entre les sociétés Absorbée et Absorbante

La société Absorbante détient, à la date des présentes la totalité des parts représentant la totalité du capital de la société Absorbée.

Monsieur Laurent Guillot est Directeur Général de la société Absorbante et Gérant de la société Absorbée.

IV - Motifs et buts de la fusion

Les motifs et buts qui ont incité *emeis* à envisager la fusion peuvent s'analyser ainsi qu'il suit, à savoir :

emeis détenant 100% de LA MAISON DE LUCILE et Monsieur Laurent Guillot étant le mandataire social des deux sociétés, la présente fusion constitue donc une opération de restructuration interne destinée à permettre une simplification des structures actuelles. Elle se traduira également par un allègement significatif des coûts de gestion administrative du groupe.

V - Arrêté des comptes

Les comptes d'*emeis* et de LA MAISON DE LUCILE utilisés pour établir les conditions de l'opération, sont ceux arrêtés à la date du 31 décembre 2024 (Annexe 1), date de clôture du dernier exercice social de chacune des sociétés intéressées, certifiés par les commissaires aux comptes de la société Absorbante et approuvés par décision du 26 juin 2025 en ce qui concerne la société Absorbante et approuvés par décision du 2 juin 2025 en ce qui concerne la société Absorbée.

Les derniers comptes sociaux annuels des sociétés Absorbante et Absorbée étant clos depuis plus de six mois, elles ont chacune, conformément aux dispositions de l'article R.236-4 du Code de commerce, établi une situation comptable intermédiaire au 30 septembre 2025 soit à une date antérieure de moins de 3 mois à celle du présent projet de traité de fusion, selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que les derniers comptes annuels.

VII - Valeur d'apport

La société Absorbante et la société Absorbée déclarent qu'elles sont imposées à l'impôt sur les sociétés.

S'agissant d'une restructuration interne, les éléments d'actif et de passif sont apportés, conformément à la réglementation (PCG art. 710-1, 720-1 et 743-1), pour leur valeur nette comptable au 31 décembre 2024, date d'arrêté des comptes annuels.

Il est précisé qu'il ne sera pas procédé à la détermination d'une parité d'échange, la totalité des parts représentant la totalité du capital de la société Absorbée étant détenue par la société Absorbante, cette situation capitalistique ne devant pas être modifiée jusqu'à la date de réalisation de la fusion.

En application de l'article L 236-3 II du Code de commerce, il ne sera pas procédé à l'échange d'actions de la société Absorbante contre des parts de la société Absorbée.

VIII - Date d'effet de la fusion

Conformément aux dispositions de l'article L.236-4 du Code de commerce, la fusion aura, d'un point de vue comptable et fiscal, un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article R.236-1 du Code de commerce, les opérations réalisées par la société Absorbée à compter du 1^{er} janvier 2025 (la Date d'Effet) et jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion (la Date de Réalisation), seront considérées de plein droit comme étant faites pour le compte de la société Absorbante qui supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs de l'exploitation des biens transmis.

Conformément aux dispositions de l'article L.236-3 du Code de commerce, la société Absorbée transmettra à la société Absorbante tous les éléments composant son patrimoine, dans l'état où ledit patrimoine se trouvera à la Date de Réalisation de la fusion.

IX - Comité social et économique de la société Absorbante

Le CSE de la société Absorbante a été consulté sur l'opération de fusion.

X - Comité social et économique de la société Absorbée

Il n'existe pas de CSE au sein de la société Absorbée.

Et, cela exposé, il est passé aux conventions ci-après relatives aux apports faits à titre de fusion par LA MAISON DE LUCILE à *emeis*.

PLAN GENERAL

Les conventions seront divisées en sept parties, à savoir :

- . La première, relative à l'apport-fusion effectué par LA MAISON DE LUCILE à *emeis* ;
- . La deuxième, relative à la propriété et à l'entrée en jouissance ;
- . La troisième, relative aux charges et conditions de l'apport-fusion ;
- . La quatrième, relative à la rémunération de cet apport-fusion ;
- . La cinquième, relative aux déclarations par le représentant de la société Absorbée ;
- . La sixième, relative au régime fiscal ;
- . La septième, relative aux dispositions diverses.

Partie I - APPORT-FUSION PAR LA MAISON DE LUCILE à *EMEIS*

Madame Bérengère Demoulin, agissant au nom et pour le compte de LA MAISON DE LUCILE, en vue de la fusion à intervenir entre cette société et *emeis*, au moyen de l'absorption de la première par la seconde, fait apport ès-qualité, sous les garanties ordinaires et de droit de la toute propriété de l'ensemble des biens, droits et obligations, sans exception ni réserve, de LA MAISON DE LUCILE, avec les résultats actif et passif des opérations faites depuis le 1^{er} janvier 2025 jusqu'à la date de la réalisation définitive de la fusion à *emeis*, ce qui est accepté au nom et pour le compte de cette dernière par Madame Bérengère Demoulin ès-qualité.

1. Désignation de l'actif social

L'actif apporté comprenait, à la date du 31 décembre 2024, sans que cette désignation puisse être considérée comme limitative, les biens et droits ci-après désignés évalués à leur valeur comptable conformément aux articles 710-1 et 720-1 du Plan Comptable Général.

1-1. Actif immobilisé

Immobilisations corporelles

	Valeur brute	Amortissements Provisions	Valeur d'apport
Autres immobilisations corporelles	10 543 euros	10 543 euros	0

Total des immobilisations corporelles : 0.

Immobilisations financières

	Valeur brute	Amortissements Provisions	Valeur d'apport
Prêts	15 122 euros	0	15 122 euros

Total des immobilisations financières : 15 122 euros

1-2. Actif non immobilisé

	Valeur brute	Amortissements Provisions	Valeur d'apport
Clients et comptes rattachés	5 874 euros	0	5 874 euros
Autres créances	231 178 euros	0	231 178 euros
Disponibilités	7 653 euros	0	7 653 euros

Total de l'actif non immobilisé : 244 705 euros.

1-3. Total des éléments d'actifs apportés

Immobilisations corporelles : 0.

Immobilisations financières : 15 122 euros.

Actif non immobilisé : 244 705 euros.

TOTAL des éléments d'actifs apportés par la société Absorbée : 259 827 euros.

D'une manière générale, l'apport à titre de fusion par LA MAISON DE LUCILE à *emeis* comprend l'ensemble des biens et droits ci-dessus désignés, ceux qui en sont la représentation à ce jour, comme aussi au jour de la réalisation définitive de l'apport-fusion, sans aucune exception ni réserve.

2. Prise en charge du passif

La société Absorbante prendra en charge et acquittera au lieu et place de la société Absorbée la totalité du passif de cette dernière dont le montant à la date du 31 décembre 2024 est ci-après indiqué.

Il est précisé, en tant que de besoin, que la stipulation ci-dessus ne constitue pas une reconnaissance de dette au profit de prétendus créanciers, lesquels sont au contraire tenus d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Sous réserve des justifications prévues à l'alinéa qui précède, le passif de la société Absorbée, à la date du 31 décembre 2024 ressort à :

- . Provisions pour risques : 77 500 euros.
- . Emprunts et dettes financières divers : 550 euros.
- . Dettes fournisseurs et comptes rattachés : 152 euros.
- . Dettes fiscales et sociales : 4 015 euros.
- . Autres dettes : 7 656 euros.

TOTAL du passif de la société Absorbée au 31 décembre 2024 : 89 873 euros.

Le représentant de la Société Absorbée certifie :

- . Que le chiffre total ci-dessus mentionné du passif de la société à la date du 31 décembre 2024 et le détail de ce passif, sont exacts et sincères,
- . Qu'il n'existait, dans la société Absorbée, à la date susvisée du 31 décembre 2024, aucun passif non comptabilisé ou engagement hors bilan,
- . Plus spécialement que la société Absorbée est en règle à l'égard de ses obligations fiscales et envers les organismes de sécurité sociale, d'allocations familiales, de prévoyance et de retraites,

. Et que toutes les déclarations requises par les lois et règlements en vigueur ont été faites régulièrement en temps utile.

3. Actif net apporté

- Les éléments d'actifs sont évalués à 259 827 euros.
- Le passif pris en charge s'élève à 89 873 euros.

L'actif net apporté s'élève à 169 954 €.

4. Engagements hors bilan

Il n'y a pas d'engagement hors bilan mentionné au 31 décembre 2024.

5. Origine de propriété

La société Absorbée est sans activité depuis la cession du fonds de commerce qui lui appartenait.

6. Enonciation des baux

La société Absorbée n'est titulaire d'aucun bail.

Partie II - PROPRIETE JOUISSANCE

emeis sera propriétaire et prendra possession des biens et droits mobiliers et immobiliers à elle apportés à titre de fusion à compter du jour de la réalisation définitive de cette dernière.

Jusqu'audit jour, LA MAISON DE LUCILE continuera de gérer avec les mêmes principes, règles et conditions que par le passé, l'ensemble de ses actifs sociaux.

Toutefois, elle ne prendra aucun engagement important sans l'accord préalable de la société.

De convention expresse, il est stipulé que toutes les opérations faites depuis le 1^{er} janvier 2025 par LA MAISON DE LUCILE seront considérées comme l'ayant été, tant activement que passivement, pour le compte et aux profits et risques de la société Absorbante.

Tous accroissements, tous droits et investissements nouveaux, tous risques et tous profits quelconques, et tous frais généraux, toutes charges et dépenses quelconques afférents aux biens apportés incomberont à *emeis*, ladite société acceptant dès maintenant de prendre, au jour où la remise des biens lui en sera faite, les actifs et passifs qui existeront alors comme tenant lieu de ceux existant au 1^{er} janvier 2025.

A cet égard, le représentant de la société Absorbée déclare qu'il n'a été fait depuis le 31 décembre 2024 (et il s'engage à ne faire entre la date de la signature des présentes et celle de la réalisation définitive des apports) aucune opération autre que les opérations de gestion courante.

En particulier, le représentant de la société Absorbée déclare qu'il n'a été pris, depuis la date du 31 décembre 2024 (et qu'il ne sera pris jusqu'à la réalisation définitive de la fusion objet des présentes) aucune disposition de nature à entraîner une réalisation d'actif et qu'il n'a été procédé depuis ladite date du 31 décembre 2024 (et qu'il ne sera procédé jusqu'à la

date de réalisation définitive de la fusion) à aucune création de passif en dehors du passif commercial courant.

Les représentants des sociétés Absorbée et Absorbante déclarent que, conformément aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à approbation de la fusion par les actionnaires et associés desdites sociétés.

Ils prennent acte de ce qu'un ou plusieurs actionnaires de la société Absorbante représentant au moins 5% du capital peut demander en justice la désignation d'un mandataire aux fins de convoquer les actionnaires de la société Absorbante en vue de statuer sur le projet de fusion.

Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, la présente fusion aura un effet comptable et fiscal rétroactif au 1^{er} janvier 2025.

La réalisation définitive de la fusion, objet des présentes, entraînera la transmission universelle du patrimoine de la société Absorbée à la société Absorbante et la société Absorbée se trouvera dissoute de plein droit, sans liquidation.

Partie III - CHARGES ET CONDITIONS

A/ En ce qui concerne la société Absorbante :

Les présents apports sont faits sous les charges et conditions d'usage et de droit en pareille matière, et notamment sous celles suivantes, que le représentant de la société Absorbante oblige celle-ci à accomplir et exécuter, savoir :

1) La société Absorbante prendra les biens et droits, et notamment le fonds de commerce à elle apporté, avec tous les éléments corporels et incorporels en dépendant, et ce compris notamment les objets mobiliers et le matériel, dans l'état où le tout se trouvera lors de la prise de possession sans pouvoir élever aucune réclamation pour quelque cause que ce soit.

2) Elle exécutera tous traités, marchés et conventions intervenus avec tous tiers, relativement à l'exploitation des biens et droits qui lui sont apportés, ainsi que toutes polices d'assurance contre l'incendie, les accidents et autres risques, et tous abonnements quelconques, y compris les branchements téléphoniques qui auraient pu être contractés. Elle exécutera, notamment, comme la société Absorbée aurait été tenue de le faire elle-même, toutes les clauses et conditions jusqu'alors mises à la charge de LA MAISON DE LUCILE.

3) La société Absorbante sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances de la société Absorbée.

4) La société Absorbante supportera et acquittera, à compter du jour de son entrée en jouissance, tous les impôts, contributions, taxes, primes et cotisations d'assurance, redevances d'abonnement, ainsi que toutes autres charges de toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou seront inhérents à l'exploitation des biens et droits, objet de l'apport-fusion.

5) La société Absorbante se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens et droits apportés, et elle fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

6) La société Absorbante aura seule droit aux dividendes et autres revenus échus sur les valeurs mobilières et droits sociaux à elle apportés et fera son affaire personnelle, après

réalisation définitive de la fusion, de la mutation à son nom de ces valeurs mobilières et droits sociaux.

7) La société Absorbante sera tenue à l'acquit de la totalité du passif de la société Absorbée, dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts et à l'exécution de toutes les conditions d'actes ou titres de créance pouvant exister, sauf à obtenir, de tous créanciers, tous accords modificatifs de ces termes et conditions.

8) Au cas où il serait fait des oppositions par des créanciers, conformément aux articles L.236-15 et R.236-11 du Code de Commerce, la société Absorbante devra faire son affaire d'obtenir la mainlevée de ces oppositions.

B/ En ce qui concerne la société Absorbée :

1) Les apports à titre de fusion sont faits sous les garanties, charges et conditions ordinaires et de droit, et, en outre, sous celles qui figurent dans le présent acte.

2) Le représentant de la société Absorbée s'oblige, ès-qualité, à fournir à la société Absorbante tous renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.

Il s'oblige, notamment, et oblige la société qu'il représente, à faire établir, à première réquisition d'*emeis*, tous actes complétifs, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et à fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

3) Le représentant de la société Absorbée, ès-qualité, oblige celle-ci à remettre et à livrer à la société Absorbante aussitôt après la réalisation définitive de la fusion, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

4) Le représentant de la société Absorbée oblige cette dernière à faire tout ce qui sera nécessaire pour permettre à la société Absorbante d'obtenir le transfert à son profit et le maintien aux mêmes conditions, après réalisation définitive de la fusion, des prêts accordés à la société Absorbée.

Partie IV - ABSENCE DE REMUNERATION DES APPORTS EFFECTUES A EMEIS PAR LA MAISON DE LUCILE

Conformément aux dispositions de l'article L.236-3, II du Code de commerce et dès lors que la société Absorbante détient et détiendra, au jour du dépôt au greffe du Tribunal de commerce du présent traité, la totalité des actions représentant la totalité du capital de la société Absorbée, il ne sera pas procédé à l'échange des actions de la société Absorbée contre des actions de la société Absorbante.

Il n'y aura donc pas lieu à émission d'actions de la société Absorbante contre les parts de la société Absorbée, ni à augmentation du capital de la société Absorbante. En conséquence, il n'y a pas lieu à déterminer un rapport d'échange.

L'estimation totale des biens et droits apportés par LA MAISON DE LUCILE s'élève à la somme de 259 827 euros.

Le passif pris en charge par *emeis* au titre de la fusion s'élève à la somme de 89 873 euros.

Balance faite, la valeur nette des biens et droits apportés ressort à la somme de 169 954 euros.

emeis, Absorbante, étant propriétaire de la totalité des 7 500 parts de LA MAISON DE LUCILE, société Absorbée, et ne pouvant devenir propriétaire de ses propres parts, Madame Bérengère Demoulin, ès-qualité, déclare qu'*emeis* renoncera, si la fusion se réalise, à exercer ses droits, du fait de cette réalisation, en sa qualité d'associé de ladite société Absorbée.

La différence entre la valeur nette des biens et droits apportés (soit 169 954,37 euros) et la valeur comptable dans les livres de la société Absorbante des 7 500 parts de LA MAISON DE LUCILE, dont elle était propriétaire (soit 223 000 ,45 euros), est par conséquent égale à - 53 046,08euros.

Cette différence constituera un mali de fusion, analysé comme étant un vrai mali.

Partie V - DECLARATIONS

Le représentant de la société Absorbée déclare :

A/ Sur la société Absorbée elle-même

1) Qu'elle n'est pas actuellement et n'a jamais été en état de faillite, de liquidation judiciaire, de liquidation de biens ou de règlement judiciaire, de redressement ou de liquidation judiciaires, qu'elle n'est pas actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement l'objet de poursuites pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité.

2) Qu'elle n'a contracté avec un tiers quelconque aucune interdiction de fabrication ou de commerce, sous quelque forme que ce soit, ni aucune clause de non-concurrence.

3) Qu'il n'existe aucun engagement financier ou autre, de nature à modifier les valeurs retenues pour la présente fusion.

4) que depuis le 31 décembre 2024, il n'a été :

- fait aucune opération autre que les opérations de gestion courante,
- pris aucune disposition de nature à entraîner une réalisation d'actif,
- procédé à aucune création de passif en dehors du passif commercial courant.

B/ Sur les biens apportés

1) Que les indications concernant l'absence de fonds de commerce figurent plus haut.

2) Que le patrimoine de la société n'est menacé d'aucune confiscation ou d'aucune mesure d'expropriation.

3) Que les éléments de l'actif apporté, au titre de la fusion, notamment les divers éléments corporels ou incorporels composant le fonds de commerce compris dans les apports, ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur, hypothèque, nantissement, warrant, ou gage quelconque, et que lesdits éléments sont de libre disposition entre les mains de la société Absorbée, sous réserve de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la régularité de leur mutation.

Partie VI - REGIME FISCAL

6.1 STIPULATIONS GENERALES

Le représentant de l'Absorbante et le représentant de l'Absorbée obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits à titre de fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

6.2 IMPOT SUR LES SOCIETES

Les dirigeants des sociétés participantes, *ès-qualités*, au nom de la société qu'ils représentent, déclarent soumettre la présente fusion au régime de faveur prévu à l'article 210 A du Code général des impôts (« CGI »).

Ainsi qu'il résulte des clauses ci-avant, la fusion prendra effet, fiscalement et comptablement, rétroactivement, le 1er janvier 2025. En conséquence, les résultats, bénéficiaires ou déficitaires, produits depuis cette date par l'exploitation de l'Absorbée seront englobés dans le résultat imposable de l'Absorbante.

La présente fusion retenant les valeurs comptables au 31 décembre 2024 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de l'Absorbée, l'Absorbante reprendra dans ses comptes annuels les écritures comptables de l'Absorbée en faisant ressortir l'éclatement des valeurs nettes comptables entre la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et provisions pour dépréciation constatés.

Elle continuera, en outre, à calculer les dotations aux amortissements pour la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de l'Absorbée.

En application de l'article 210 A du CGI, l'Absorbante s'engage expressément à respecter l'ensemble des prescriptions visées au 3 dudit article et notamment :

- a) L'Absorbante reprendra au passif de son bilan, d'une part, les provisions dont l'imposition est différée chez l'Absorbée et, d'autre part, la réserve spéciale où l'Absorbée a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement au taux réduit de 10 %, de 15 %, de 18 %, de 19 % ou de 25 % ainsi que la réserve où ont été portées les provisions pour fluctuation des cours en application du sixième alinéa du 5° du 1 de l'article 39 du CGI ;
- b) L'Absorbante se substituera à l'Absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;
- c) L'Absorbante calculera les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'avaient lesdites immobilisations, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Absorbée ;
- d) L'Absorbante réintègrera dans ses bénéfices imposables les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. La réintégration des plus-values est effectuée par parts égales sur une période de quinze ans pour les constructions et les droits qui se rapportent à des constructions ainsi que pour les plantations et les agencements et aménagements des terrains amortissables sur une période au moins égale à cette

durée ; dans les autres cas, la réintégration s'effectue par parts égales sur une période de cinq ans. Lorsque le total des plus-values nettes sur les constructions, les plantations et les agencements et aménagements des terrains excède 90 % de la plus-value nette globale sur éléments amortissables, la réintégration des plus-values afférentes aux constructions, aux plantations et aux agencements et aménagements des terrains est effectuée par parts égales sur une période égale à la durée moyenne pondérée d'amortissement de ces biens. Toutefois, la cession d'un bien amortissable entraîne l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport.

A compter de l'exercice au cours duquel l'Absorbante déduira de son résultat imposable, en application du troisième alinéa du 2° du 1 de l'article 39 du CGI, l'amortissement d'un fonds commercial pratiqué en comptabilité, ce fonds relèvera du présent paragraphe d). Lorsqu'il ne donnera pas lieu à un amortissement déduit du résultat imposable, le fonds commercial reçu relèvera du paragraphe c) ;

- e) L'Absorbante inscrira à son bilan, les éléments apportés autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Absorbée. A défaut, elle comprendra dans ses résultats de l'exercice de la fusion, le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal dans les écritures de l'Absorbée.

D'une manière générale, à compter de la Date de Réalisation, l'Absorbante se substituera à l'Absorbée pour l'exécution de tous engagements et obligations de nature fiscale relatifs aux éléments d'actifs lui étant transmis dans le cadre de la présente fusion, notamment l'Absorbante s'engage à reprendre à son compte les éventuels engagements souscrits par l'Absorbée relatifs aux éléments transmis, dans le cadre de précédentes opérations de conversion, d'apport ou de fusion effectuées par l'Absorbée et placées sous le régime fiscal de faveur.

Conformément aux dispositions de l'article 42 septies du CGI, l'Absorbante s'engage, le cas échéant, pour les immobilisations de l'Absorbée ayant été acquises totalement ou partiellement à l'aide de subventions d'équipement, à procéder elle-même à la réintégration pendant les périodes prévues audit article de la fraction de la subvention restant à imposer. Enfin, l'Absorbante s'engage, le cas échéant, à poursuivre les corrections auxquelles l'Absorbée était tenue au titre de l'application de la méthode d'amortissements par composants conformément à l'article 237 septies I du CGI.

L'Absorbante et l'Absorbée déclarent qu'elles entendent bénéficier des dispositions de l'article 145 1-c du CGI, qui prévoit le maintien du régime fiscal des sociétés mères défini aux articles 145 et 216 du même Code, en cas de fusion placée sous le régime de l'article 210 A dudit Code.

Conformément aux dispositions de l'article 201 du CGI, l'Absorbante venant aux droits de l'Absorbée s'engage à informer l'administration fiscale de la cessation d'activité de l'Absorbée dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la date de publication de la fusion dans un journal d'annonces légales. L'Absorbante s'engage par ailleurs à souscrire dans un délai de soixante (60) jours une déclaration des résultats de l'Absorbée non encore imposés devant faire l'objet d'une imposition immédiate.

6.3 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

La présente fusion emporte apport en société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du CGI. Par conséquent, les livraisons de biens et les prestations de services réalisées entre redevables de la taxe sur la valeur ajoutée (« TVA ») à l'occasion de la présente opération sont dispensés de TVA.

Conformément aux dispositions légales susvisées, l'Absorbante continuera la personne de l'Absorbée, notamment à raison des régularisations de la taxe déduite par celle-ci.

L'Absorbante reprendra ainsi à sa charge toutes les obligations d'éventuels reversements ou régularisations de TVA afférentes aux biens et services transmis.

Les crédits de TVA dont pourraient disposer l'Absorbée à la Date de Réalisation sont automatiquement transférés à l'Absorbante, qui pourra demander, le cas échéant, le remboursement du crédit de taxe déductible dont est titulaire l'Absorbée, en application de la doctrine administrative publiée au BOI-TVA-DED-50-20-20 n°130.

L'Absorbante et l'Absorbée s'engagent, conformément aux dispositions de l'article 287, 5, c du CGI, à indiquer le montant total hors taxe des livraisons de biens et des prestations de services réalisées dans le cadre du présent apport sur leurs déclarations respectives de chiffre d'affaires souscrites au titre des périodes au cours desquelles les livraisons et prestations de services sont réalisées.

6.4 AUTRES IMPOTS ET TAXES

L'Absorbante sera subrogée dans les droits et obligations de l'Absorbée au titre de la déclaration et du paiement de toute taxe, cotisation ou impôt restant éventuellement dus par cette dernière au jour de sa dissolution.

6.5 ENREGISTREMENT

Conformément aux dispositions de l'article 816 du CGI, le présent projet de fusion sera enregistré gratuitement.

6.6 OBLIGATIONS DECLARATIVES

Les représentants des sociétés participantes, ès-qualité, au nom des sociétés qu'ils représentent, s'engagent expressément à respecter les obligations déclaratives faisant l'objet de l'article 54 septies I et II du CGI et de l'article 38 quindecies de l'annexe III au CGI, à savoir :

- A joindre aux déclarations de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration, faisant apparaître, pour chaque nature d'élément compris dans l'apport au titre de la fusion, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés ;
- En ce qui concerne l'Absorbante, à tenir le registre de suivi des plus-values constatées lors du présent apport sur les éléments d'actifs non amortissables donnant lieu à sursis d'imposition prévu à l'article 54 septies II du CGI.

Partie VII - DISPOSITIONS DIVERSES

1. Formalités

- 1) La société Absorbante remplira toutes formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion.
- 2) La société Absorbante fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.
- 3) La société Absorbante devra, en ce qui concerne les mutations de valeurs mobilières et droits sociaux qui lui sont apportés, se conformer aux dispositions statutaires des sociétés considérées relatives aux mutations desdites valeurs et droits sociaux.
- 4) La société Absorbante remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

2. Désistement

Le représentant de la société Absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la société Absorbante aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la société Absorbée pour quelque cause que ce soit.

3. Remise de titres

Il sera remis à *emeis*, lors de la réalisation définitive de la fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de LA MAISON DE LUCILE ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les valeurs mobilières, la justification de la propriété des parts et autres droits sociaux et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés par LA MAISON DE LUCILE à *emeis*.

4. Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société Absorbante, ainsi que son représentant l'y oblige.

5. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés en cause, ès-qualité, élisent domicile aux sièges respectifs desdites sociétés.

6. Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour remplir toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, publications et autres.

Fait à Puteaux,
Le 25 novembre 2025,
En quatre exemplaires.

Bérengère Demoulin

✓ Certifié par  yousign

Pour *emeis*,
Bérengère Demoulin.

Bérengère Demoulin

✓ Certifié par  yousign

LA MAISON DE LUCILE,
Bérengère Demoulin.

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : LA MAISON DE LUCILE

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 0012 Rue Jean Jaures 92813 PUTEAUX CEDEX

Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 4 5 4 0 6 0 1 5 3 0 0 0 3 7

Néant ☐ *Exercice N clos le,
31/12/2024

		Brut 1		Amortissements, provisions 2		Net 3	
Capital souscrit non appelé (I)		AA					
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
		Frais de développement *	CX		CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF		AG		
		Fonds commercial (1)	AH		AI		
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
		Terrains	AN		AO		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Constructions	AP		AQ		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR		AS		
		Autres immobilisations corporelles	AT	10 543	AU	10 543	0
		Immobilisations en cours	AV		AW		
		Avances et acomptes	AX		AY		
		Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
		Autres participations	CU		CV		
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Créances rattachées à des participations	BB		BC		
		Autres titres immobilisés	BD		BE		
		Prêts	BF	15 122	BG		15 122
		Autres immobilisations financières*	BH		BI		
	TOTAL (II)		BJ	25 665	BK	10 543	15 122
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
		En cours de production de biens	BN		BO		
		En cours de production de services	BP		BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
		Marchandises	BT		BU		
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW		
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	5 874	BY		5 874
		Autres créances (3)	BZ	231 178	CA		231 178
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :	CD		CE		
Comptes de régularisation	Disponibilités		CF	7 653	CG		7 653
	Charges constatées d'avance (3)*		CH		CI		
	TOTAL (III)		CJ	244 705	CK		244 705
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)		CW				
	Primes de remboursement des obligations (V)		CM				
	Ecart de conversion actif* (VI)		CN				
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	270 370	1A	10 543	259 827
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP		(3) Part à plus d'un an	CR	
Clause de réserve de propriété :*		Immobilisations :		Stocks :		Créances :	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

B.D.

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise LA MAISON DE LUCILE

Néant ☐ *

Exercice N

CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 3 900 000)	DA	3 900 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC	
	Réserve légale (3)	DD	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	
	Report à nouveau	DH	-3 645 264
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	-84 782
	Subventions d'investissement	DJ	
	Provisions réglementées *	DK	
	TOTAL (I)	DL	169 954
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	77 500
	Provisions pour charges	DQ	
	TOTAL (III)	DR	77 500
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	0
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	550
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	152
	Dettes fiscales et sociales	DY	4 015
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	
	Autres dettes	EA	7 656
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	
	TOTAL (IV)	EC	12 373
	Ecart de conversion passif* (V)	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	259 827
RENVIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	IB	
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC	
	{ Ecart de réévaluation libre	ID	
	{ Réserve de réévaluation (1976)	IE	
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF	
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	12 373
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	0

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : LA MAISON DE LUCILE

Néant ☐ *

		Exercice N			
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB	FC
	Production vendue { biens * services *	FD		FE	FF
		FG	6 961	FH	FI 6 961
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	6 961	FK	FL 6 961
	Production stockée*				FM
	Production immobilisée*				FN
	Subventions d'exploitation				FO
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)				FP
	Autres produits (1) (11)				FQ 3
	Total des produits d'exploitation (2) (I)				FR 6 964
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*				FS
	Variation de stock (marchandises)*				FT
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*				FU
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*				FV
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*				FW 287
	Impôts, taxes et versements assimilés*				FX 199
	Salaires et traitements*				FY
	Charges sociales (10)				FZ
	DOTATIONS D'EXPLOITATION { Sur immobilisations { - dotations aux amortissements (14) - dotations aux provisions* Sur actif circulant : dotations aux provisions* Pour risques et charges : dotations aux provisions				GA 1 046
					GB
					GC
	Autres charges (12)				GD
	Total des charges d'exploitation (4) (II)				GE 2
					GF 1 533
					GG 5 431
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)				GH
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)				GI
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL 7 067
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM
	Différences positives de change				GN
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO
	Total des produits financiers (V)				GP 7 067
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*				GQ
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR 161
	Différences négatives de change				GS
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT
	Total des charges financières (VI)				GU 161
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GV 6 907
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW 12 338

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

B.D.

Désignation de l'entreprise LA MAISON DE LUCILE

Néant ☐ *

		Exercice N	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	1 046
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	1 046
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	20 666
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	77 500
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	98 166
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	-97 120
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	15 078
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	99 860
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	-84 782
RENOIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
	(2) Dont { produits de locations immobilières produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	HY IG	
	(3) Dont { - Crédit-bail mobilier * - Crédit-bail immobilier	HP HQ	
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH	
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ	7 067
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK	161
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX	
	(6ter) Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
	(9) Dont transferts de charges	A1	
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
	(Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS) A5		
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
	(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	
	(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9		
	Dont cotisations facultatives Madelin A7		
	Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8		
	(14) Dont montant de l'amortissement du fonds de comerce (en application de l'article 39, 1-2°, al.3)	HS	
	(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :	Exercice N	
		Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
REPRISE SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES		1 046	
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	20 666		
PROVISION AUX AMORTISSEMENTS	77 500		
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exercice N		
	Charges antérieures	Produits antérieurs	